

DOSSIER

Retour sur le projet « Le regard des militants Quart Monde sur les scénarios Transition(s) 2050 de l'ADEME » : entretien croisé entre militantes et chercheuses en France

Fathia Ayad^a, Inès Berkani^b, Mathilde Boissier^c, Elisabetta Bucolo^d,
Christelle Cambier^e, Eve Sonet^f, Joëlle Weydert^g, Céline Vercelloni^h

DOI : <https://doi.org/10.1522/revueot.v34n1.1926>



Introduction

Les fractions les plus pauvres de la population à travers le monde sont celles qui subissent le plus les conséquences des crises environnementales : les changements climatiques et les dommages à la biosphère affectent directement leur quotidien. Or, leurs moyens pour y faire face sont limités. Pourtant, ces populations vulnérables ont des impacts écologiques bien moindres que les plus riches (Taylor, 2000; Wisner et collab., 2004).

Ces injustices environnementales s'ajoutent aux inégalités persistantes de revenu et de conditions de vie. À l'origine de divers mouvements citoyens pour la protection de l'environnement et pour la cessation des activités préjudiciables à la vie et aux écosystèmes (Chavis, 1987; Bullard, 1990), ces populations sont exclues des processus de production de savoirs et de connaissances ainsi que des formulations des politiques publiques qui les concernent (Schlosberg, 2007). En effet, les savoirs et les expertises issus des populations marginalisées sont souvent dévalorisés et invisibilisés (Escobar, 2018; Ferdinand, 2019), tandis qu'un imaginaire persiste selon lequel elles ne sont que peu concernées par les questions environnementales (Comby et Grossetête, 2012). Il est donc crucial de remettre en question ces représentations et de reconnaître le rôle actif des savoirs des plus démunis dans les enjeux écologiques afin de faire converger les luttes environnementales et sociales (ATD Quart Monde, 2022).

Dans le cadre de son rapport *Transition(s) 2050 : choisir maintenant, agir pour le climat*, l'Agence de la transition écologique (ADEME, 2021) a proposé quatre scénarios empruntant différentes trajectoires de transition, mais visant tous la neutralité carbone d'ici 2050¹. Le département Écologie et Grande pauvreté du mouvement ATD Quart Monde France a entrepris d'alimenter la réflexion sur ces

^a Militante ATD Quart Monde France

^b Alternante en master « gouvernance des innovations sociales et environnementales, du local au global » ATD Quart Monde France

^c Chercheuse, Institut national de recherche en informatique et en automatique (INRIA)

^d Sociologue et enseignante-chercheuse au CNAM, Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique (Lise – CNRS)

^e Militante ATD Quart Monde France

^f Militante ATD Quart Monde France

^g Militante ATD Quart Monde France

^h Alliée bénévole ATD Quart Monde France

scénarios, plus particulièrement sur la transition écologique et sociale. Pour cela, réunies au sein du Laboratoire d'idées écologie, 18 personnes vivant ou ayant vécu une situation de précarité (appelées militant·e·s Quart Monde) ont travaillé ensemble à la lecture et à la confrontation de ces scénarios, au regard de leurs savoirs et expériences, en particulier de la grande pauvreté. Bien que différentes en plusieurs points (urbaines et rurales, au travail et au chômage, etc.), ces personnes partagent un certain nombre de points communs : engagement au sein d'ATD Quart Monde (donc intégration d'un espace de socialisation politique développant des capacités d'analyse, de critique, de construction de la pensée et du discours), classe d'âge (plus de 50 ans), quasi-exclusivité de personnes non racisées.

Un écrit a été produit, intitulé *Le regard des militants Quart Monde sur les scénarios Transition(s) 2050 de l'ADEME*² (ATD Quart Monde France, 2023). Dans ce travail collectif, il a été question de rendre compte – dans la mesure du possible – de la pensée de l'ensemble des membres du Laboratoire d'idées écologie à propos des quatre scénarios Transition(s) 2050. L'objectif de ce projet était double : d'une part, rendre compte de la vision du futur de ces militant·e·s Quart Monde en interrogeant la manière dont ils et elles se projettent dans les scénarios proposés; d'autre part, identifier les possibles opportunités et risques que ces scénarios pourraient engendrer, en particulier les externalités négatives sur les personnes vivant la grande pauvreté.

Ce type de projet est rare. En effet, des personnes vivant la précarité se sont emparées d'un travail de l'ADEME, donc sur un thème environnemental, pour y apporter un regard critique, allant jusqu'à confronter l'agence publique. De son côté, l'ADEME a été preneuse de ce travail et a encouragé ce retour critique. Dans ce sens, ce travail et les contenus qu'il apporte viennent remettre en question les représentations dominantes quant à l'implication des personnes dans les enjeux de transition écologique. Les situations de précarité sont en effet le plus souvent associées à de l'exclusion sociale, qui n'est pas brisée par les projets liés à la transition environnementale.

Dans cet article, nous proposons une prise de recul sur ce travail afin d'en analyser ses spécificités méthodologiques ainsi que ses impacts. Pour ce faire, nous avons mobilisé un format original. L'article est en effet construit comme un entretien croisé entre quatre militantes du Laboratoire d'idées écologie : Joëlle, Christelle, Eve et Fathia. Elles ont participé au projet sur les scénarios de l'ADEME. Aussi, deux chercheuses ont été impliquées : Elisabetta et Mathilde.

En écho aux modalités de travail du Laboratoire d'idées Écologie et afin de procéder à une écriture collective de ce texte, nous avons mis en place une méthode adaptée. Les chercheuses ont tout d'abord soumis ce projet aux militantes, puis la structure de l'article a été validée collectivement. Ensuite, par groupe de pairs³, les militantes et les chercheuses ont préparé des questions, les ont transmises à l'autre groupe, puis chaque groupe a préparé ses réponses. Militantes et chercheuses ont ensuite échangé lors d'un temps collectif. Puis, un travail de réorganisation et d'écriture a été mené par les chercheuses avant un temps de relecture collectif avec les militantes pour valider ensemble notre article⁴.

Dans une première partie, nous présentons la méthode mobilisée dans le travail sur les scénarios. Dans une deuxième partie, nous nous penchons sur cette méthodologie afin d'en mesurer les spécificités et les enjeux nécessaires à la prise en compte des savoirs des personnes vivant ou ayant vécu l'expérience de la pauvreté. Dans une troisième partie, nous analysons les effets transformateurs de la participation au projet chez les militantes ATD Quart Monde et les chercheuses. En quatrième partie, il nous a semblé important d'aborder la question de la production de savoirs comme levier pour des actions concrètes, soit en quoi, du point de vue des militantes et des chercheuses, ce travail spécifique sur les scénarios pouvait avoir des répercussions à la fois dans la communauté scientifique et dans les représentations autour de la relation entre les personnes en situation de pauvreté et l'écologie. Pour

conclure, nous avons terminé notre réflexion sur de nouvelles perspectives d'engagement collectif pour la transition écologique.

1. Méthodologie

La méthodologie mobilisée dans le travail sur les scénarios Transition(s) repose sur un principe fondamental pour ATD Quart Monde : celui de placer la pensée et la parole des personnes en situation de pauvreté ou ayant eu l'expérience de la pauvreté au centre des échanges⁵. Pour ce faire, les animateurs et animatrices du département Écologie et Grande pauvreté ont adopté – dans la mesure du possible – une posture volontairement en retrait au sein des espaces de discussion en vue de laisser place à la parole de celles et ceux qui voient souvent leur parole déconsidérée, coupée, déformée, retirée. Les « savoirs vécus » détenus par les militant·e·s ATD Quart Monde issus de leurs expériences – notamment de la grande pauvreté – ont été autant considérés, reconnus et valorisés que les savoirs universitaires et scientifiques afin de viser une forme de déhiérarchisation des savoirs.

Par ailleurs, travailler en collaboration avec les plus pauvres nécessite une démarche méthodologique adaptée. En effet :

Introduire comme partenaire les personnes concernées, surtout si elles sont en situation de pauvreté, c'est introduire un partenaire inhabituel. Associer des partenaires si différents au projet va très vite nous mener devant des différences de langages, de vécu, de temporalité, de codes sociaux, de représentations, de points de vue, de logiques d'actions, de manière de penser ou de s'exprimer... (ATD Quart Monde, 2021, p. 13)

La méthode a été construite en trois phases : 1) vulgarisation des scénarios; 2) travail sur les scénarios (explication des scénarios et identification de possibles risques, opportunités, questionnements et propositions); et 3) synthèse du travail (rédaction, relecture et validation collective par arpentage d'un texte rendant compte des échanges). Enfin, un temps d'échange avec l'ADEME a été organisé en prenant appui sur la réponse écrite de l'Agence sur le travail réalisé.

2. Pertinence de la méthodologie utilisée pour prendre en compte les savoirs

Dans notre entretien croisé, nous sommes revenues sur les spécificités de cette méthode de travail. Nous avons réfléchi ensemble aux similarités et différences par rapport à d'autres démarches participatives mobilisées au sein du mouvement, notamment en termes de prise en compte des savoirs spécifiques des personnes en situation de pauvreté, et aux apports que ces choix méthodologiques peuvent produire pour le travail de recherche des chercheuses.

Q. (des chercheuses aux militantes) : En quoi le travail de discussion et d'écriture sur les scénarios de l'ADEME a-t-il été différent, par rapport à d'autres démarches ou projets que vous avez menés au sein du mouvement ATD Quart Monde?

Christelle : Chez ATD Quart Monde, nous participons à des Universités populaires⁶. Avant d'être en plénière, on choisit ensemble un thème, puis on prépare les échanges en petits groupes en répondant ensemble à des questions pour s'assurer qu'on a bien compris ce dont on doit parler et également que notre parole à nous, les militant·e·s, soit bien prise en compte. Il y a donc du travail avant qu'on soit en plénière pour choisir les sujets à discuter et pour les préparer ensemble.

Eve : Le travail prospectif des scénarios est donc nouveau pour nous. Se projeter en 2050, c'est un exercice qu'on n'a pas l'habitude de faire. En plus, la différence est que, dans le cadre de ce qu'on a fait pour l'ADEME, on est partis de scénarios déjà réalisés. On a eu des discussions à partir d'un travail déjà fini. D'habitude, on ne fait pas comme ça.

Fathia : Les scénarios étaient déjà écrits par l'ADEME et on nous a sollicités après pour avoir notre avis. C'est pour ça qu'au départ on s'est dit : « C'est déjà fait, donc à quoi sert de nous faire réfléchir? »

Joëlle : En effet, ce qui a été différent dans ce travail est que les militant·e·s n'ont pas été inclus dès le départ, au moment du choix des thèmes. À la limite, nous aussi nous aurions pu faire notre scénario en mélangeant les trois et aurions pu les proposer. On aurait pu reprendre une partie de chaque scénario de l'ADEME parce que, dans la réalité de tous les jours, dans la vraie vie, ça ne se passera pas de manière aussi tranchée.

Eve : Je suis d'accord, mais l'ADEME bâtit ses scénarios sur des données scientifiques et sur des méthodologies que nous n'avons pas, bien sûr. Le nôtre aurait pu être un scénario très empirique, à partir de nos situations personnelles et de nos inquiétudes. On ne s'appuierait ni sur l'économie, ni sur la science, mais sur notre expérience. Je pense que nous pouvons faire aussi des travaux sérieux et rigoureux, même si on n'est pas des chercheurs ou chercheuses.

Q. (des chercheuses aux militantes) : Qu'avez-vous pensé de la méthode de travail utilisée dans le Laboratoire d'idées écologie? A-t-elle permis que la parole des militant·e·s soit prise en compte?

Christelle : J'ai trouvé que l'animatrice de notre groupe de travail prenait bien en compte notre parole et que c'était très bien restitué. Elle s'est donné beaucoup de mal pour ça. Parfois, on n'est pas bien clairs et elle a réussi à éclaircir nos façons de penser. Elle nous appelait régulièrement pour préparer les réunions et pour vérifier si ce qu'elle avait noté, c'était bien ce qu'on avait voulu dire. Et, effectivement, c'était toujours très fidèle. C'est aussi parce que tout était enregistré et elle arrivait bien à restituer le travail qu'on faisait dans les différentes réunions, de nous dire là où on était arrivés. On a fait aussi quelques jours de travail en présentiel, tous ensemble, à La Bise⁷. Il y avait des tableaux, on expliquait ce qu'on disait, puis c'était écrit. On a fait un arpentage⁸ de notre texte et on nous questionnait chaque fois pour savoir si c'était bien ce qu'on avait voulu dire. Après, on précisait s'il y avait quelque chose qui manquait.

Mathilde (chercheuse) : C'est une méthodologie qui prend beaucoup de temps, plus de temps que d'autres méthodologies qu'on peut utiliser dans nos recherches universitaires. Cependant, je trouve que le résultat est approfondi. J'ai été impressionnée par l'ampleur du travail : c'est très abouti. Donc, ça prend du temps, mais ça en vaut la peine. D'un point de vue de la recherche, ça me donne plein d'idées. Réfléchir à comment on pourrait faire pour que cette méthodologie, qui prend beaucoup de temps, puisse quand même être présente dans des processus qui doivent aller vite.

Eve : La question du temps est importante. Je crois qu'il faut du temps pour être vraiment sûr que tout le monde comprenne ce qu'on fait. C'est important de comprendre ce qu'on nous propose, ce que ça va induire sur nos vies et aussi comment, à partir de nos vies, on peut imaginer notre futur. Donc, je pense qu'il faut du temps pour que chacun s'approprie toutes les notions.

Joëlle : Si on prend le temps, c'est pour bien comprendre, parce qu'on nous raconte tellement de choses, les experts nous racontent tellement de choses, qu'effectivement, sans un certain bagage, les gens peuvent être très perdus. Est-ce que c'est bien ou pas, les voitures, l'électricité? Ce n'est pas si simple que ça. Je pense donc que c'est important de pouvoir s'approprier des outils, des formats permettant de comprendre les enjeux petit à petit. Je pense que ce format peut effectivement

s'appliquer à différentes populations. Il peut s'appliquer à des enfants à partir de jeux, de dessins. Faire en sorte que cette part d'imaginaire soit importante. Nous, on est partis plus de notre vécu.

Mathilde (chercheuse) : En effet, j'ai vu que ça prenait du temps, mais je n'ai pas trouvé que c'était lent : ça avançait toujours. Et je suis d'accord avec vous, je pense que c'est important de prendre ce temps-là. En fait, est-ce que ça peut inspirer d'autres travaux? Pour moi, oui. Car il y avait beaucoup d'ambitions dans ce travail. Il est arrivé loin et je trouve que c'est très inspirant. Ça me permet de continuer, me fait croire qu'on peut se permettre de penser grand si on a de bons outils pour pouvoir avancer. On pourrait l'adapter à d'autres publics, à d'autres types de sujets. En revanche, c'est vrai que chaque situation va demander une manière particulière d'être traitée, mais qui peut s'inspirer de ce que vous avez fait. Par contre, la question que je me pose en tant que chercheuse, c'est que, souvent, pour faire de la recherche, il y a besoin de financement pour pouvoir aller au bout des projets. Donc, s'il faut prendre du temps pour ce type de projet, à l'avenir, je vais avoir une attention particulière à être sûre que le financement qu'on va demander pour la recherche aille bien au bout et de ne pas viser trop court pour être sûre qu'on puisse vraiment prendre le temps nécessaire.

Elisabetta (chercheuse) : La question est de savoir comment faire pour convaincre les financeurs qu'il faut du temps long et donc du financement pour des recherches participatives plus importantes afin que ce temps-là soit pris en compte.

Christelle : Prendre son temps, c'est important parce que certains militant·e·s n'ont pas le même langage que vous [les chercheurs et chercheuses], pas les mêmes mots. Il y a des mots qui peuvent être incompréhensibles, car c'est du jargon professionnel. Puis, si on prend le temps, c'est aussi parce qu'il y a certains militant·e·s qui peuvent avoir des problèmes de compréhension ou qui ont juste envie de discuter et de confronter leur parole à celle des autres. On n'a pas tous le même parcours. La lenteur permet de bien comprendre ce qu'on a à dire et que notre parole soit prise en compte.

Elisabetta (chercheuse) : Je trouve que le temps long est dû aussi au fait que vos démarches imposent beaucoup de contraintes à toutes les étapes. Il y a des procédures très précises pour travailler ensemble, par exemple se retrouver en groupes de pairs avant de venir en plénière, s'assurer que tout le monde a bien compris, enregistrer et retranscrire tout ce qui est dit, etc. Vous avez l'habitude de ce processus, mais pour quelqu'un qui le regarde de l'extérieur, ce sont beaucoup d'étapes qui peuvent être très longues, bien que nécessaires. J'ai trouvé intéressant de voir comment ces procédures sont mises au service du respect de la parole et des savoirs des personnes. Ce qui n'est pas toujours le cas, quand on fait de la recherche. On peut risquer d'interpréter la parole des personnes et aller trop vite. Donc, cette rigueur de la démarche demande certes un temps long, mais cela permet au final de vraiment respecter la parole des personnes.

3. Effets transformateurs de la participation au projet d'écriture

Ce projet avec l'ADEME a fait l'objet d'un travail de plusieurs années au cours desquelles les militant·e·s se sont formés aux enjeux environnementaux et ont discuté de leur imbrication avec leurs propres expériences, notamment celle de la précarité. Ils et elles se sont emparés de scénarios produits par une agence publique qui sont largement discutés dans le milieu universitaire et parmi les citoyens qui s'intéressent aux enjeux environnementaux. En confrontant leurs expériences et leurs connaissances, ces militant·e·s ont pu monter en compétences, avant de formuler une analyse critique de ce travail et d'en discuter avec l'institution elle-même. Dans cette section, nous cherchons à évaluer les effets transformateurs de ce projet, tant pour les militantes elles-mêmes que pour les conséquences qu'il pourrait avoir sur la recherche universitaire.

Q. (des chercheuses aux militantes) : Qu'est-ce que ça a changé pour vous de participer à ce projet? Y a-t-il des choses qui vous ont marquées?

Christelle : Avant de participer à ce projet, j'étais sensible aux questions de défense de la nature. Franchement, j'avais ça depuis un bon bout de temps dans la tête parce que je trouvais très aberrant de voir la façon dont on maltraite la planète. C'est de la maltraitance aussi envers nous-mêmes. Et je voulais participer à la défense de la nature. Finalement, j'ai été dans l'action avec vous. Et c'est une forme de reconnaissance, aussi, de participer à ce projet. J'ai participé en tant que citoyenne pour la défense de la nature, c'est ça!

Fathia : Moi, je ne connaissais pas l'ADEME et je ne savais pas qu'il y avait des gens qui essayaient de trouver des solutions. Mais le problème, c'est que ça m'a confrontée à ma condition de personne en situation de pauvreté parce que ce sont des solutions qui ne sont pas destinées à nous, qui ne sont pas accessibles pour nous. Moi, je ne peux pas aller me mettre des panneaux photovoltaïques. Je ne peux pas isoler ma maison, car je n'ai pas de maison! Si je n'ai plus de voiture, c'est parce que je n'ai pas les moyens de m'en racheter une. Mais le fait d'avoir travaillé sur le scénario sur la mobilité m'a fait réaliser que ce n'est pas grave de ne plus avoir de voiture. Et physiquement, je peux encore m'en sortir sans. Donc, maintenant, je suis contente d'utiliser les transports en commun.

Eve : Oui, c'est vrai, mais moi, j'ai eu quelqu'un de très malade à mon domicile et j'aurais bien aimé avoir une voiture. Après, il y a les aides pour les personnes malades, ça existe, mais c'est tellement mal fait que c'est très, très compliqué de les avoir. Participer à ce projet m'a permis de me rendre compte de façon plus concrète des enjeux des changements climatiques. J'étais déjà sensibilisée, mais je dirais plus intellectuellement, c'est-à-dire que je comprenais les enjeux : faire attention à ce qu'on consomme, à ce qu'on mange. Mais cela restait un peu loin de ma pratique de vie au quotidien. Durant ces deux années où on a échangé dans le Laboratoire d'idées écologie, j'ai été plus sensibilisée au fait que les changements climatiques, c'est maintenant et qu'il y a de grands enjeux. Ça m'a permis de toucher vraiment du doigt ce que ça veut dire au quotidien et de me poser de grandes questions sur ce qu'on peut imaginer comme scénarios pour l'avenir; de savoir aussi si ce qu'on nous propose comme scénarios d'avenir est vraiment bon pour nous. Quels effets ça aura sur le vécu des gens qui sont comme nous? Et là, on s'aperçoit que c'est compliqué! Il y a plein de questions et on se dit que ce n'est pas gagné au quotidien. Est-ce que nous, qui n'avons pas les moyens, pouvons effectivement être vertueux? Est-ce qu'on a le choix? D'aller acheter de bons aliments? De se déplacer comme on le voudrait? On s'aperçoit qu'il y a plein de situations où on n'a pas le choix, en fait. Et c'est ça qui m'intéresse, dans ce travail. C'est nous, les gens de base, qui disons : « Attention, on peut y aller, mais il faut que nous, on puisse décider comment on y va. » Il faut qu'on sache si on sera accompagnés et si, pour tout ce qui va arriver de désagréable, on pourra compter sur la société pour nous aider.

Joëlle : Le problème, c'est que notre travail prouve bien qu'il y a vraiment des difficultés pour une grande partie de ceux qui habitent en France. Et on ne voit pas des politiques qui disent : « La transition, il va falloir qu'on y aille et qu'on y aille en masse. Voilà comment on va faire. Voilà quel sera le chemin. Êtes-vous d'accord? Est-ce que c'est possible pour vous? Et si ce n'est pas possible, est-ce qu'on peut effectivement améliorer les choses? »

Fathia : On n'est déjà pas considérés en tant que personnes pauvres, mais on se rend compte que finalement même les choses qui sont faites, ce n'est pas fait pour les personnes pauvres. Rien que les maisons qui ont été construites pour ceux qui veulent s'acheter une maison pas chère, elles sont dans des quartiers inondables. Ce sont les maisons les plus instables. Des maisons à bas coût, mais qui ne sont pas dans des endroits corrects. On voit bien que ce sont des gens modestes qui ont dû économiser toute une vie et qui, parfois, sont là depuis des années. Ils perdent alors tout en un instant. Est-ce qu'on

est dans une société qui dit : « Il va y avoir catastrophe sur catastrophe, mais on sera là pour aider tout le monde, y compris ceux qui sont en situation de précarité ou de difficulté? » De ça, je suis de moins en moins sûre. Et ça me fait un peu peur, forcément!

Q. (des militantes aux chercheuses) : Qu'avez-vous pensé de ce travail? Avez-vous utilisé notre travail dans votre vie professionnelle?

Elisabetta : C'était important que vous pointiez les contradictions des scénarios de l'ADEME. J'ai aimé qu'avec des exemples très concrets, vous ayez pu dire à l'Agence : « Vous êtes un peu à côté de la plaque! » Et je trouve que c'est fait de façon sérieuse; c'est très documenté et efficace. Ce que je trouve étonnant, c'est que certains points que vous avez soulevés ont été aussi soulevés par des chercheurs. Par exemple, sur la question du local et des circuits courts, des travaux montrent que ce n'est pas toujours une bonne solution parce que ça va créer encore plus de ghettoïsation des personnes et d'isolement, et vous l'avez montré. Malgré cela, on a l'impression que les décideurs politiques continuent de suivre leur chemin, sans prendre en compte les résultats de certaines recherches ni de votre travail. Cela pose problème. Je me demande donc quel est le rôle du savoir scientifique et expérientiel dans la construction des politiques publiques.

À travers votre travail, j'ai été aussi confortée dans l'idée que, quand on pense les scénarios d'avenir et la transition, pour certaines fractions de la population plus aisées, il s'agit de faire des scénarios pour continuer à vivre bien sans demander dans quelle société on veut être et quelles inégalités on ne veut plus voir. Ce n'est pas du tout leur question. Cela me touche personnellement et, en tant que chercheuse, parce que j'essaie de faire des recherches qui contribuent à lutter contre les injustices. On fait face à ce statu quo, c'est-à-dire que tout doit rester comme il est pour ceux et celles qui vont bien. Or, le travail que vous avez fait montre qu'on ne peut plus raisonner ainsi. Mais est-ce qu'on va être entendus? Est-ce que vous, les personnes en situation de précarité, allez être entendues? Je pense que c'est encore difficile et que c'est une bataille commune de certains chercheurs et chercheuses avec vous, les personnes qui vivent ces situations. Il ne faut pas oublier qu'on est dans une bataille commune et qu'on peut faire front commun sur ces questions.

Mathilde : J'ai été très impressionnée par les résultats de votre travail. Par le fait qu'il y avait une étude approfondie, que vous avez discuté avec l'ADEME, qu'une vraie discussion a pu se mettre en place. Le travail était ambitieux et il est allé au bout. Il y a une chose qui m'a marquée tout particulièrement. Dans mes recherches, on va me pousser à travailler, par exemple, sur la mobilité : comment on fait pour optimiser, pour rendre plus efficaces les réseaux urbains; ce genre de chose. Par contre, je n'ai jamais réfléchi aux conséquences que ça peut avoir sur la société. Je commence à y réfléchir et je pense que je devrais y réfléchir plus. Donc, votre travail m'a « décalée ». Ce qui m'a aussi intéressée, c'est qu'au-delà des résultats des scénarios, vous avez interrogé la méthodologie même. C'est un travail dans lequel on va se projeter dans l'avenir en se demandant : « *Qu'est-ce* qui me paraît bien pour l'avenir? » Alors que vous, vous dites : « C'est bien beau de se projeter dans l'avenir, mais quand même, moi, je me pose des questions sur *comment* on va arriver vers cet avenir. » Vous avez critiqué le fait que ce travail des scénarios n'a pas pris en compte la question de *comment* on part de la situation actuelle pour aller vers le scénario qu'on veut mettre en place.

Elisabetta : J'ai participé aux travaux du Laboratoire d'idées Écologie avec vous. J'ai participé à des animations et à des discussions. En ma qualité de sociologue, ce que je fais, c'est de présenter ce que j'ai pu voir de votre façon de travailler et de faire progresser la pensée collective sur l'importance de dépasser les injustices dans la production des savoirs. Je montre comment on peut avancer ensemble par étapes, chercheurs, chercheuses et personnes concernées; comment on peut aboutir à des analyses communes, à des productions coécrites, etc. Je peux décrire ce processus pour le faire connaître aux

autres chercheurs, sociologues ou pas. C'est ma façon de contribuer. Par contre, quand j'interviens dans des conférences, je ne veux pas présenter les résultats de votre travail sur les scénarios parce que je considère qu'ils vous appartiennent et qu'en fait, si on avait à les présenter, on devrait pouvoir les présenter ensemble, avec vous. Je ne m'autorise pas à les présenter toute seule juste parce que j'étais avec vous dans ce groupe de travail.

Christelle (militante) : Je ne vois pas pourquoi tu n'utiliserais pas nos travaux : ils sont là pour ça. Donc, si on les fait et que tu ne les utilises pas, je me sentrais plutôt frustrée qu'autre chose.

Fathia (militante) : Ça veut dire que ce n'est pas important ce qu'on fait, alors?

Elisabetta : Si, c'est important! Mais c'est important aussi comment on les présente : je ne vais pas intervenir à une conférence pour présenter le travail collectif sur les scénarios sans vous parce que ce travail, on l'a fait ensemble. Je le ferai avec vous parce que, si on est cochercheurs, on l'est jusqu'au bout, même pour restituer les résultats. C'est le problème de certaines méthodes extractivistes : lorsqu'on vient piocher dans vos idées pour se les approprier, au final, c'est les chercheurs et chercheuses qui sont valorisés!

4. Production de savoirs comme levier pour des actions concrètes

Les savoirs sur les questions écologiques des personnes en situation de pauvreté sont le plus souvent invisibilisés dans le débat public. On peut alors parler d'injustice épistémique (Fricker, 2017), qui se matérialise lorsque ces savoirs sont renvoyés au rang de croyances, d'opinions ou de perceptions. De fait, ils sont invisibilisés ou, au mieux, considérés comme matériaux à observer par la recherche scientifique.

Or, le projet sur les scénarios a permis de nombreux croisements de savoirs. Entre les militant·e·s eux-mêmes tout d'abord, mais aussi avec les animateurs et animatrices du Laboratoire d'idées Écologie, avec les chercheurs et chercheuses impliqués ainsi qu'avec l'ADEME. Ce savoir a été formalisé par la production d'écrits, puis mis à l'épreuve lors du dialogue avec l'agence publique, mais aussi par la présentation de ce projet à différentes conférences de recherche. En cela, les savoirs des personnes ont pu être formalisés pour donner lieu à une analyse critique des enjeux de transition écologique. Or, cette agentivité épistémique s'est doublée, pour certaines personnes, d'une capacité d'action, revendiquée par les personnes comme une forme d'engagement écologiste.

Dans cette section, nous nous penchons sur la pertinence de la production de savoirs elle-même comme levier pour un passage à des transformations concrètes, tant pour les militantes que pour les chercheuses.

Q. (des militantes aux chercheuses) : Qu'avez-vous pensé des savoirs des militants? Qu'est-ce qui vous a étonnée? Avez-vous des préjugés sur les personnes qui ont connu la pauvreté?

Mathilde : Lire votre travail a été une façon de lire les scénarios à travers les yeux et la manière de penser d'autres gens. Ça m'a un peu bousculée parce que je me suis rendu compte qu'il y avait des enjeux que je ne voyais pas et que vous, vous avez pointés. Probablement, au même titre que si vous lisiez mon analyse des scénarios, il y a des points qui me paraissent importants, mais qui vous passent à travers parce qu'on a des expériences différentes. Cela m'a donné envie de faire cet exercice avec différentes personnes pour voir ce que certaines voient et d'autres ne voient pas. On devrait arriver à mettre tout ça en commun et à peut-être trouver de nouvelles pistes de recherche pour aller plus loin dans les actions qu'on pourrait mener.

Concernant les préjugés que je pouvais avoir, j'ai beau faire attention, j'ai beau être convaincue que j'ai envie de travailler avec des personnes qui ont des savoirs et des expériences différentes des miennes, eh bien, j'ai tendance à oublier que la pauvreté, c'est une expérience de vie. Parfois, je me retrouve à agir comme si mon

savoir était mieux. Parfois, la société est dure; elle vient m'influencer et on va me pousser à parler parce que je suis censée avoir la connaissance. Je trouve important que vos travaux existent et qu'ils soient visibles parce que, pour moi, c'est une sorte de douche : chaque fois, je me lave de mes préjugés! Pour la lecture des scénarios et chaque fois avec les travaux d'ATD, je suis obligée de me taire (ce qui me fait du bien) et je me retrouve à écouter. Ça vient me percuter. Je me dis : « Bon sang, à trop parler et à penser que j'avais raison, je serais passée à côté de ça. » Du coup, ça me rappelle en permanence l'importance de connaissances différentes, l'importance de les partager. Ça me rappelle également que, quand je fais de la recherche, il faut vraiment me taire et passer plus de temps à écouter pour pouvoir travailler correctement.

Elisabetta : Je me suis beaucoup questionnée sur ma posture de chercheuse dans cette démarche participative de production de savoirs. Je suis convaincue qu'il est indispensable d'intégrer les savoirs experts des personnes en situation de pauvreté ou, du moins, des personnes concernées. Le fait de participer au groupe de travail sur les scénarios avec vous m'a confortée dans cette idée. Par contre, ce que je ne savais pas, c'était tout ce que nous, comme chercheuses, renvoyons vers les gens sans le vouloir. C'est-à-dire que, dans les recherches, je me pensais comme quelqu'un de très accessible, à l'écoute des personnes, mais je ne me rendais pas compte à quel point mon étiquette de chercheuse amène une forme de pouvoir, de domination. Cela se produit dans ma façon de prendre la parole – et de la couper parfois –, de réinterpréter les propos, etc. C'était très dur d'en prendre conscience. J'ai découvert que, même avec toutes les meilleures intentions, on peut imposer une forme de pouvoir. Ça m'a beaucoup travaillée personnellement et en tant que chercheuse. Donc, il faut apprendre. Comme vous, vous apprenez à travailler avec les chercheurs, j'ai dû apprendre à travailler avec vous pour qu'on soit véritablement dans le respect de notre parole respective.

Christelle (militante) : Avec le travail qu'on a fait, on peut montrer que, même si on se trouve en situation de pauvreté, on peut participer avec ses propres idées, ses propres savoirs. On peut toujours mettre une pierre à l'édifice. Toute personne peut participer.

Elisabetta : Oui, dans le travail que vous avez fait, vous avez montré que la question écologique vous concerne et que vous avez des savoirs qu'il faut prendre en compte quand on raisonne sur ces questions. Or, beaucoup de gens considèrent que les personnes en situation de pauvreté ne sont pas concernées par l'écologie et par la crise climatique et ne s'en préoccupent pas. Cette représentation est très forte. Les gens peuvent le dire aussi en toute bonne foi, c'est-à-dire qu'ils peuvent dire que les personnes en situation de pauvreté ont déjà plein de problèmes et qu'il ne faut pas leur imposer de penser à la transition écologique. Or, vous dites que non seulement cela vous concerne parce que c'est des gestes que vous faisiez avant, de sobriété, d'attention, mais qu'en plus c'est une question aussi de conditions de vie et que, par exemple, la crise climatique a des impacts plus importants sur les personnes en situation de pauvreté; que vous subissez plus que d'autres cette crise climatique. C'est pour cela que j'insiste en disant que vous avez des savoirs que nous n'avons pas.

Fathia (militante) : Nous, on a toujours été écolos. On est agacés qu'on nous dise qu'on est indifférents à ces questions parce que nous, on le vit au quotidien depuis toujours. Alors, c'est sûr, on ne mettait pas le mot *écologie* dessus. Donc, je dirais que c'est de l'agacement, plutôt que du non-intérêt. On est plus agacés du fait qu'on nous dise qu'on n'est pas intéressés, au lieu de regarder ce qu'on fait. Tout ce qui est fait actuellement pour le climat, on le faisait sans que ce soit pour l'écologie.

Joëlle (militante) : En même temps, les gens n'en sont pas forcément conscients. En effet, les gens ici consomment peu. Ils n'ont pas d'argent, donc ils consomment peu. Et de ce point de vue, ils sont écologistes. Ils sont conscients qu'ils le font par obligation et, effectivement, ils auraient peut-être envie de faire autrement. Je pense que ce serait bien de leur faire percevoir l'idée que leur comportement est un comportement frugal et qu'il est bon pour la planète, parce que ça donnerait quand même une autre motivation au fait de serrer la ceinture. Mais bon, je pense que c'est difficile à dire! Je pense que les gens ont

des vrais problèmes de fin de mois, de loyer impayé, etc. Le nombre de loyers impayés a beaucoup augmenté à cause de l'inflation. Je crois que ça efface tous les autres problèmes.

Christelle (militante) : J'ai été vraiment choquée par rapport à un reportage que j'ai vu à la télévision sur la sécheresse. Il y avait une femme africaine avec toutes ses bouteilles en plastique sur le dos. Et aussi au Cambodge, où on disait que les habitants pouvaient s'empoisonner avec le plastique à cause du tri de déchets. Ce sont des gens pauvres qui vivent des conséquences dans leur pays et qui subissent les changements climatiques. Même en France, bien sûr, nous vivons les conséquences des changements climatiques. Donc, oui, nous sommes bien conscients de ce qui se passe autour de nous et on ne s'en fiche pas. Voilà. Et c'est pour ça que je suis contente d'être avec vous pour parler de tout ça. Merci!

Q. (des chercheuses aux militantes) : Est-ce qu'après ce projet vous parlez différemment d'écologie?

Eve : Ça dépend de la façon dont on parle d'écologie, parce que si on va dans nos quartiers en parlant d'écologie, les gens voient plutôt l'écologie des « bobos » et, souvent, ça les arrête. Ça les énerve plus qu'autre chose. Je pense que l'écologie dont nous avons parlé pendant deux ans avec les expériences des uns et des autres, ce n'est pas la même chose. On parle de conditions de vie et les gens sont plus prêts à nous entendre que si on parle, par exemple, de manger différemment ou d'arrêter la viande. Enfin, il y a de gros points comme ça qui heurtent beaucoup de gens et qui sont des *a priori* qu'on a parce qu'on ne voit qu'une écologie « bobo », l'écologie des gens qui peuvent se permettre de tout acheter bio, de faire de l'écologie comme ça. Mais, au quotidien, effectivement, dans les milieux les plus précaires, ça ne passe pas du tout, tout ça! Par contre, il y a une autre forme d'écologie qui passe. C'est celle de notre bien-être : Comment on peut lutter contre la chaleur, le froid? Est-ce qu'on peut arriver à bien se loger? Là, l'écologie a énormément de choses à dire aux personnes en situation de pauvreté et c'est des réponses comme ça qu'il faut nous apporter.

Fathia : Je trouve que l'écologie, nous, on la vit au quotidien et ce n'est pas un phénomène de mode. On ne l'a pas fait parce que c'était écologique, mais je trouve que les personnes pauvres donnent l'exemple. On peut dire aux personnes qui parlent d'écologie : « Nous, on l'a vécu au quotidien. On n'a pas mis le mot *écologique* dessus, mais on l'a vécu. »

Christelle : Les gestes écologiques qu'on nous dit de faire aujourd'hui, ce sont des gestes qu'on était obligés de faire. On était obligés de s'adapter, nous, les personnes qui vivent ou ont vécu en situation de pauvreté. C'étaient des gestes pour notre survie; des gestes qu'on n'avait pas choisis du tout.

Joëlle : Nous, pour ces raisons, on n'est pas encore parvenus à restituer tout ce travail dans notre groupe local⁹. À mon avis, ça traduit bien les difficultés à passer d'un projet qu'on mène avec des gens qui sont tous d'accord dès le départ à un groupe aussi varié que le nôtre à l'échelle locale. Dans le Laboratoire d'idées écologie, on n'a rencontré que des gens qui sont tous d'accord. Maintenant, il faut qu'on aille porter cette question écologique chez ceux qui sont moins d'accord. Ça va être notre boulot, maintenant. J'habite le quartier depuis longtemps et je vois bien que, par exemple, porter les épluchures au compostage n'est pas passé dans les habitudes de tout le monde. Il faut que, dans l'aire de compostage, il y ait des gens qui ressemblent aux gens d'ici. Sinon, ça reste un truc de Blancs à cheveux blancs! Ça ne peut pas être une activité de grand-mère, tout ça. Ce n'est pas possible que ce ne soit pas pris en charge par des personnes jeunes. Et je pense que le rôle des enfants est essentiel. Les enfants parlent beaucoup dans les familles et c'est important.

Mathilde (chercheuse) : Vous dites qu'il y a un enjeu à aller discuter d'écologie dans des groupes dans lesquels les gens pensent différemment de vous, que vous essayez de sensibiliser les autres à l'écologie et que vous cherchez des méthodes. Je me rends compte que moi, je fais exactement la même chose dans les groupes dans lesquels je vais et qui ont pourtant des expériences de vie similaires aux miennes. Parfois, on

a tendance à penser qu'on ne fait pas de l'écologie de la même manière que les personnes qui vivent dans une situation de précarité, alors qu'en fait je me pose exactement les questions que vous vous posez, à savoir : Comment puis-je convaincre les gens autour de moi? Comment puis-je aller chercher les gens qui ne sont vraiment pas convaincus? Comment puis-je faire avec mon expérience pour essayer de leur faire comprendre que le climat, c'est important? J'ai l'impression que vous faites pareil et qu'on se pose exactement les mêmes questions.

Q. (des chercheuses aux militantes) : Dans quelles actions concrètes vous engagez-vous actuellement pour produire des changements à votre échelle? En quoi ces actions et ces engagements sont-ils importants pour vous?

Joëlle : Ce n'est pas forcément simple parce qu'il y a dans mon quartier des gens qui ont de gros problèmes financiers. Donc, on voit bien que beaucoup de personnes souffrent. Du coup, on a l'impression que l'écologie n'est pas leur priorité sous cette forme théorique, qu'il faut passer par autre chose. Ce n'est pas évident. C'est pour ça qu'il faut passer par des actions avec les enfants, car ils sont peut-être plus réceptifs que leurs parents, qui sont débordés de problèmes. La situation s'est quand même considérablement aggravée ces derniers temps et leur disponibilité est moins importante qu'avant. Il y a de gros problèmes d'argent et on les voit parce que, même moi qui ne suis pas à la rue, ça s'est rétréci! Donc, je me dis que, pour les autres, ça doit être très dur parce qu'il y en a qui gagnent vraiment peu. J'imagine qu'il faut trouver des solutions pour aborder ces questions autrement, par exemple par l'alimentation. L'association VRAC¹⁰ a pris beaucoup d'importance à Bordeaux. Elle est très présente avec la cuisine de rue : elle a un vélo-cargo et des outils pour préparer des repas. Chacun peut cuisiner à sa façon sur ses plaques électriques. Et ça marche bien parce que ça permet de faire connaître une autre façon de manger parce qu'elle fait toujours des repas très simples, faits avec des produits bio et des produits du vrac. Moi aussi, je me fournis au VRAC. C'est toujours un tout petit peu plus cher en apparence et je n'ai pas réussi à emmener beaucoup de gens. Mais il y a des gens qui viennent d'eux-mêmes. On est beaucoup plus nombreux qu'avant, et ça devient très intéressant puisque, comme c'est un regroupement d'achats, si on est très nombreux, évidemment les prix baissent. En plus, l'association fait 10 % de moins pour toutes les personnes qui sont en précarité et va mettre en place la Sécurité sociale alimentaire. C'est intéressant d'acheter en commun, car ça supprime tous les autres intermédiaires. C'est même étonnant qu'on n'y ait pas pensé plus tôt.

Fathia : Moi, après le travail sur les scénarios, j'ai fait partie du CNLE¹¹ et je me suis inscrite au groupe de réflexion sur le climat et l'écologie, mais il n'a pas encore recommencé ses travaux. Alors, j'ai commencé à m'intéresser à ce qui se passait dans ma ville et j'ai découvert que c'est une commune verte. Je me suis demandé : Qu'est-ce qu'on fait pour le climat près de chez moi? J'ai vu qu'on commence à utiliser l'eau de pluie pour les espaces verts, qu'on essaie de changer le chauffage et que, pour les plantations, il faut utiliser des plantes qui ont besoin de moins d'eau. Donc, par rapport aux pouvoirs publics, je vois qu'il y a des maires qui me semblent plus impliqués. Il y a des choses qui sont faites près de chez moi. C'est pour ça que je reviens sur le fait que les personnes en situation de pauvreté devraient être un exemple. Parce qu'on faisait déjà tout ce qu'ils font maintenant pour le climat. C'est quelque chose qui m'a un peu choquée de savoir qu'avant, quand on avait des problèmes avec des factures d'électricité élevées, tout le monde s'en fichait. Alors que maintenant, pour le climat, ils font tout pour que la facture baisse. Par contre, on se rend compte que le facteur temps pour trouver des solutions pour les personnes pauvres n'intéresse pas les politiques. Chaque fois qu'il y a des choses à faire, ça prend des années. On ne vit pas du tout sur la même réalité d'urgence. S'ils prennent tout ce temps, dans quatre ans, la situation aura changé! C'est ce que j'avais aussi remarqué pour l'ADEME. Elle parle de 2050, mais les scénarios seront alors totalement obsolètes. Ça change tellement vite que ce qu'elle vise pour 2050, ça ne sera plus du tout d'actualité. Il faudra qu'elle recommence.

Christelle : Avant ce travail, j'étais déjà consciente de l'importance de la réduction des déchets, donc j'ai changé ma façon de faire les courses. Je fais plus attention à ce que j'achète; j'*essaie*, parce que du plastique, il y en a partout. J'essaie de le réduire au maximum. On m'a demandé de participer à une réunion chez Archipel habitat¹² avec toutes les structures sociales pour faire des actions dans mon quartier. J'ai dit oui. En même temps, je lui ai parlé du fait qu'il n'y a pas de bacs pour les déchets verts dans mon quartier. Et donc, voilà, on l'avait bien noté, mais, pour le moment, je n'ai pas de retour. Il y aura d'autres actions qui seront mises en route dans le quartier.

Eve : Je fais facilement un parallèle entre le travail sur les scénarios et mon implication auprès de la Sécurité sociale alimentaire (SSA) puisque je trouve que le collectif qui l'a prise en charge a utilisé des méthodes de travail assez similaires à celles d'ATD. La différence, c'est que maintenant je commence à expérimenter des solutions concrètes. Je vais dans l'épicerie solidaire dans laquelle je vais faire mes achats avec mes monnaies alimentaires. Je vais travailler dans l'épicerie solidaire pour faire marcher la boutique. J'ai une heure et demie de travail à lui offrir par mois. Il y a aussi une adhésion, qui est à peu près de 10 euros par an. Ça m'a fait poser plein de questions pour savoir comment on passe effectivement de l'intérêt envers l'écologie à la mise en application au quotidien. C'est vrai que ça m'oblige à changer un peu mes habitudes. Pour moi, cette expérience est passionnante parce qu'effectivement j'ai travaillé avec ATD et maintenant je participe à la SSA en Gironde. C'est vraiment une chance parce que je suis sur le terrain et je vais voir au cours de l'année ce qu'on peut en tirer. Quand j'ai commencé à la SSA, il y avait plein de questions qu'on s'était déjà posées entre nous, au Laboratoire d'idées écologie. Donc, j'étais vraiment sensibilisée et j'ai abordé mes discussions au sein de la SSA en ayant déjà des questionnements. Ceux-ci ne rentraient pas forcément en communion avec ceux des gens que j'avais devant moi. Donc, j'ai fait valoir ma sensibilité envers le projet. Mon expérience à ATD m'a apporté des choses que j'ai pu effectivement transmettre – je l'espère.

Conclusion

Ce texte est une prise de recul sur le projet *Le regard des militants Quart Monde sur les scénarios Transition(s) 2050 de l'ADEME* au sein du Laboratoire d'idées écologie. Pour les militant·e·s d'ATD Quart Monde, non seulement c'est le premier d'une telle ampleur sur les enjeux environnementaux, mais il a été également l'occasion d'expérimenter une méthode de scénarisation qui impose une mise en perspective des enjeux et des défis à venir. Se projeter dans le futur en s'appuyant moins sur son expérience passée est une nouvelle manière de mobiliser le savoir du vécu des personnes qui connaissent ou ont connu la pauvreté.

Ainsi, clôturant le projet, cet entretien croisé a été l'occasion de prolonger le travail de corecherche entre militant·e·s Quart Monde France et les chercheuses jusqu'à la production d'un article scientifique. Cela n'a été possible qu'à plusieurs conditions.

Tout d'abord, le cadre de confiance en place, qui a permis à chaque personne de s'exprimer en dépassant les écueils liés aux injustices épistémiques. Ce cadre a nécessité un travail à long terme pour permettre aux liens de se tisser et à chacun·e de s'appropriier les enjeux des autres et l'objet que constituent les dérèglements environnementaux.

Puis, l'alternance de temps en groupes de pairs et en plénière a été conservée, de la préparation des questions jusqu'aux séances de relecture. Cela a permis à chacun·e non seulement de s'approprier la méthode de travail collectif, mais aussi de s'assurer que ses propos ne seraient pas utilisés sans relecture, sans consentement ni sans validation collective. Ce travail de coécriture a donc nécessité une extrême rigueur pour éviter les possibles interprétations ou reformulations et pour restituer véritablement la parole des personnes. Les allers-retours constants, dans un processus de progression et de validation collective, ont été essentiels pour la finalisation du texte.

Dans cet entretien croisé, plusieurs points sont saillants. Il nous rappelle tout d'abord que les personnes ayant l'expérience de la précarité sont loin de se désintéresser de l'écologie. Le travail sur les scénarios de l'ADEME ainsi que l'entretien croisé que nous avons présenté ici montrent que les savoirs des personnes ayant l'expérience de la pauvreté peuvent apporter une capacité de lecture critique des orientations écologiques prises, par exemple par les pouvoirs publics. De ce fait, elles peuvent contribuer à proposer une vision plus systémique des enjeux, voire plus radicale.

En revanche, les militantes remettent en question la volonté de la société de les intégrer à ces réflexions. En effet, alors que de nombreux gestes autrefois stigmatisés sont aujourd'hui « écolos », les personnes en situation de précarité ne sont que trop rarement incluses dès le début dans les débats concernant la transition, voire exclues par le vocabulaire utilisé ou par l'angle d'approche choisi (écologie, plutôt que conditions de vie). Pire, non seulement elles subissent des injustices épistémiques, mais les solutions proposées pour la transition leur sont souvent inaccessibles, dommageables ou encore imposées au prix de leur pouvoir d'agir et de leur dignité. La question de la responsabilité de la société, de sa capacité et de sa volonté à protéger toutes les citoyennes et tous les citoyens est ainsi explicitement posée.

Cet entretien croisé interroge aussi la temporalité de la transition. Il paraît crucial, malgré l'urgence environnementale, de « prendre le temps » de la participation citoyenne, de la recherche, d'un travail collectif permettant le croisement d'expériences et de savoirs. Pour les militant·e·s, il y a le temps nécessaire à la réflexion et à la production des savoirs, mais aussi, ensuite, le temps des décisions publiques, qui tardent souvent, alors qu'elles contribuent à la transformation de la société.

Enfin, cet entretien croisé remet en question la recherche et son implication dans les transformations environnementales, sociales et sociétales. Les conditions sont-elles réunies pour que les savoirs universitaires soient réellement au service de la société dans son ensemble?

NOTES

- 1 a) Le scénario Génération frugale oriente la société vers une transformation générale et profonde des modes de vie et, donc, des pratiques individuelles et quotidiennes de l'ensemble de la population;
b) Le scénario Coopérations territoriales s'inscrit dans cette même logique de sobriété en s'appuyant plus sur des transformations collectives que sur l'individuel;
c) Quasiment à l'inverse, le scénario 3 fait le choix des Technologies vertes, ne modifiant que très peu les modes de vie et misant avant tout sur le développement technologique en vue de permettre une meilleure efficacité des équipements, recourant aux énergies décarbonées et à la compensation;
d) Le scénario Pari réparateur change très peu nos modes de vie et choisit de faire confiance à la société pour réparer les systèmes sociaux et écologiques.
- 2 Le travail d'animation du groupe du Laboratoire d'idées écologie qui a contribué à la production de l'écrit a été piloté par Rozenn Hany, sociologue, de septembre 2022 à avril 2023.
- 3 Les groupes de pairs sont des groupes en non-mixité entre des personnes ayant des caractéristiques communes (p. ex., même situation sociale, même titre ou même fonction).
- 4 Le travail d'animation du groupe de réflexion (prise de notes, enregistrements, animation des réunions, etc.) pour aboutir à l'entretien croisé a été assuré par Céline Vercelloni (alliée ATD Quart Monde) et par Inès Berkani (alternante et sociologue ATD Quart Monde). Seules les corrections au retour de la commission de lecture n'ont pas suivi le protocole d'écriture ici détaillé, par manque de temps. Néanmoins, une validation est prévue avec les militantes.
- 5 Quelques références sur le croisement des savoirs et des pratiques :
– *Charte du croisement des savoirs et des pratiques* : <https://www.atd-quartmonde.org/wp-content/uploads/2015/07/Charte-du-Croisement-des-Savoirs-et-des-Pratiques.pdf>
– *Livret de la démarche du croisement des savoirs et des pratiques* (2016) : <https://atd.ch/wp-content/uploads/2021/02/Livret-Demarche-du-Croisement-des-savoirs-francais.pdf>
- 6 Les Universités populaires Quart Monde, créées en 1972, sont des lieux de dialogue et de formation réciproque entre des adultes vivant en grande pauvreté et d'autres citoyens qui s'engagent à leurs côtés.

- 7 La Bise est une maison située dans le Jura. Projet pilote du mouvement ATD Quart Monde, elle a pour objectif de faire connaître et reconnaître le droit aux vacances pour tous.
- 8 L'arpentage est une méthode de lecture collective d'un texte issue de l'éducation populaire.
- 9 Un groupe local ATD Quart Monde rassemble un ensemble de personnes du mouvement (avec et sans expérience de la précarité) qui s'investissent de manière locale, proche de chez elles, notamment par des actions de rue, par la participation aux Universités populaires et par l'interpellation d'élus locaux.
- 10 Vers un réseau d'achat en commun (VRAC) est une association qui favorise le développement de groupements d'achats dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville.
- 11 Le Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE) est chargé d'observer l'évolution de la pauvreté, des inégalités et de l'exclusion en France. (<https://solidarites.gouv.fr/cnle>)
- 12 Office public de l'habitat de Rennes Métropole (<https://www.archipel-habitat.fr>)

RÉFÉRENCES

- Agence de la transition écologique (ADEME). (2021). *Transition(s) 2050 : choisir maintenant, agir pour le climat* [Rapport]. <https://bibliothec.ademe.fr/recherche-et-innovation/5072-prospective-transitions-2050-rapport.html>
- ATD Quart Monde. (2021). *Réussir la participation de toutes et tous : petit guide pratique pour agir*. https://www.atd-quartmonde.fr/wp-content/uploads/2021/11/2021_Livret-participation_BD_VF_Page-a-page.pdf
- ATD Quart Monde. (2022). *Reconstruire ensemble ce monde abîmé : appel pour une écologie qui ne laisse personne de côté*. Éditions Quart Monde.
- ATD Quart Monde France. (2023). *Le regard des militants Quart Monde sur les scénarios Transition(s) 2050 de l'ADEME*. Coord. par Rozenn Hany.
- Bullard, R. D. (1990). *Dumping in Dixie: Race, class, and environmental quality*. Routledge/CRC Press.
- Chavis, B. J. (1987). *Toxic wastes and race in the United States: A national report on the racial and socio-economic characters of communities with hazardous waste sites*. Commission for Racial Justice, United Church of Christ. <https://environmentaljusticebook.org/wp-content/uploads/2020/10/toxic-wastes-and-race-ucc-1987.pdf>
- Comby, J.-B. et Grossetête, M. (2012). «Se montrer prévoyant» : une norme sociale diversement appropriée. *Sociologie*, 3(3), 251-266. <https://doi.org/10.3917/socio.033.0251>
- Escobar, A. (2018). *Sentir-penser avec la terre : une écologie au-delà de l'Occident*. Le Seuil.
- Ferdinand, M. (2019). *Une écologie décoloniale : penser l'écologie depuis le monde caribéen*. Le Seuil.
- Fricker, M. (2007). *Epistemic injustice: Power and the ethics of knowing*. Oxford University Press.
- Schlosberg, D. (2007). *Defining environmental justice: Theories, movements and nature*. Oxford University Press.
- Taylor, D. E. (2000). The rise of the environmental justice paradigm: Injustice framing and the social construction of environmental discourses. *American Behavioral Scientist*, 43(4), 508-581. <https://doi.org/10.1177/0002764200043004003>
- Wisner, B., Blaikie, P., Cannon, T. et Davis, I. (2004). *At risk: Natural hazards, people's vulnerability and disasters*. Routledge.